



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

12/12/2024

Notre avenir se décidera par la grève et dans la rue tous ensemble.

Face à l'usure accélérée du régime au service du capital, Macron propose une « *nouvelle méthode* » et va nommer un nouveau premier ministre. Il a multiplié les tractations avec les partis politiques pour tenter de trouver une majorité. Les offres de service ne manquent ni à droite ni à gauche. Le PS, le PCF et les Écologistes, parties prenantes du NFP ont accepté les rencontres proposées par Macron tendant la main au régime et acceptant des compromis et prêts à négocier des concessions y compris l'abrogation de la réforme des retraites. Le Parti Socialiste revendique un premier ministre de « gauche », et se montre ouvert aux négociations avec les macronistes et LR pour un « *gouvernement à durée déterminée* » sur la base de « *concessions réciproques* » se disant prêt à reculer sur l'abrogation de la réforme des retraites.

Jouant la carte du « *Front Republicain* » allant du PCF aux Républicains les groupes de gauche du NFP montrent leur rôle fondamental d'appui au capital.

Fabien Roussel PCF, s'est dit prêt à la construction d'un « *pacte social et républicain*, autrement dit à une coalition avec les macronistes et les Républicains, abandonnant l'abrogation de la réforme des retraites et proposant à la place la mise en place d'une « *conférence sociale* » de financement. Les Verts font l'impasse concernant l'indexation des salaires sur l'inflation ou encore la garantie du droit au logement. Une illustration des « *concessions réciproques* » qu'ils sont prêts à offrir en échange d'un accord.

La principale préoccupation du futur premier ministre même soutenu par une partie de la gauche, ne sera pas celle des plans de licenciements qui se multiplient, les salaires ou la paupérisation accélérée de millions de français. Non. Il rassurera les marchés financiers, donnera des gages à Bruxelles afin de réduire la dette et coupera dans les dépenses publiques, de la santé, de l'éducation... en expliquant qu'il s'agit là de « *l'intérêt général* » et préservera les profits des multinationales capitalistes. Tous ces politiciens sont au service du capital, ils poursuivront la politique qu'il leur dictera. Tout les gouvernements successifs ont mis en œuvre une politique très généreuse par d'énormes cadeaux au patronat sous forme de subventions, crédits d'impôt, exonérations de cotisations sociales, sous Sarkozy, Hollande ou Macron atteignant plus de 160 milliards d'euros par an, s'ajoutant aux baisses des impôts de production, creusant la dette et le déficit. Le budget 2025 restera une cure d'austérité pour le peuple.

Tous ces politiciens se moquent bien des intérêts des travailleurs. Tous ces dirigeants politiques de droite, RN, NFP n'ont aucune intention de s'affronter avec le grand capital, de l'exproprier s'ils parviennent au pouvoir.

Il n'y a rien à attendre de ce côté-là. Ces tractations visent à sauver le régime capitaliste. Les travailleurs et la jeunesse ont au contraire plus que jamais besoin de construire une réponse politique à leurs revendications.

Il faut agir, c'est nous travailleurs qui constituons une force sociale indispensable. Tout ce qui se fait dans la société, toute la richesse créée est le fruit de notre travail collectif. Face aux licenciements de masse et aux reculs imposés aux travailleurs, l'intérêt général est de mener la lutte contre le patronat.

La lutte unie, tous ensemble, de plus en plus fort est la seule voie pour faire reculer pouvoir et patronat. En 1936, en 1945, en 1968 devant l'ampleur et la détermination de la lutte, le pouvoir et le patronat ont dû reculer, de grandes conquêtes sociales ont été imposées. Dans ces moments-là, les travailleurs ayant arraché des droits pour tout le monde ont fait avancer la société.

Donner des suites au mouvement.

Dans tous le pays, des luttes ont lieu dans les entreprises, la journée de grève du jeudi 12 décembre doit montrer la nécessité de développer l'action interprofessionnelle, tous ensemble, salariés, chômeurs, étudiants, retraités. Mais il faut aller beaucoup plus loin et beaucoup plus fort.

Nous avons tous le même ennemi, les problèmes de chacun rejoignent ceux des autres. et nous sommes le nombre. Afin de maintenir son pouvoir, ses profits le capital et ses valets repartent en permanence à l'attaque. Le capitalisme étant à l'origine de tous les maux, de l'exploitation du peuple, mener la lutte contre lui est donc incontournable. C'est le capitalisme qu'il faut combattre. Notre parti appelle à développer la lutte contre celui-ci jusqu'à l'abattre, afin de construire une société socialiste au service du peuple.